



Notre conversation, vraiment ?

Un dispositif opaque aux intentions qui questionnent



Le 12 septembre, les salariés ont reçu un message de la PDG, les informant du lancement d'une démarche « de conversation » leur permettant de s'exprimer. Pour la forme, les syndicats avaient été simplement informés de la démarche une heure auparavant. On a bien compris que l'objectif était de neutraliser toute expression de leur part en amont.

Le dialogue social dans toute sa splendeur ! La direction est à la manœuvre pour contourner instances et syndicats. Dès ce lundi matin, la direction dégage et balance son sondage aux salariés.

Quel est l'objectif réel de cette opération ?

Si la direction affirme garantir la confidentialité des réponses (RGPD oblige), aucune assurance n'est donnée sur la restitution qui sera produite. Sera-t-elle fidèle aux potentielles critiques et aux attentes des salariés ? Car le dépouillement des réponses va se faire dans le plus grand secret et sent bon la manipulation face à des syndicats trop lucides et opposés aux projets de démantèlement de cette direction.

Comme par hasard, cette opération intervient juste au moment où la direction fait subir aux salariés la plus grande agression sociale qui soit, en dénonçant l'accord collectif qui encadre toute leur vie professionnelle. Est-elle vraiment décidée à entendre leurs récriminations et à les restituer ?

Demande de transparence

Si la direction veut réellement lancer une opération vérité, qu'elle rende public l'intégralité des réponses anonymisées du questionnaire. Si tel n'est pas le cas, les conclusions, quelles qu'elles soient, seront sujettes à caution et à la suspicion.

Néanmoins, **la CGT de france.tv incite les salariés à répondre massivement à ce sondage et à rendre compte de leur réalité, de l'évolution de leurs conditions de travail au quotidien depuis 2020. Pour mémoire, outre la crise sanitaire, nous avons connu :** la restructuration permanente, le déploiement de projets mal maîtrisés et aux effets destructeurs pour les salariés (*Newsboard, OpenMedia, Sherlock, Campus, la réforme des rédactions en Outre-mer, Zenon, le projet avorté de régionalisation, la catastrophique expérimentation de l'Overdrive, le projet Tempo accompagné de la suppression des éditions nationales de France 3, la mise en place par petites touches de la marque Ici sur les antennes et sur le numérique, la suppression des équipes légères du Siège et le transfert des équipes régionales de la Fabrique au Réseau, la suppression de deux cars de vidéo mobile, les restrictions budgétaires qui entraînent les suppressions de postes, la baisse de l'activité et l'externalisation des activités.*

Sans parler de la politique salariale en berne, du deux poids deux mesures dans la gestion des affaires de harcèlement ou violences sexistes et sexuelles, du caporalisme managérial qui perdure ou de la gabegie de postes d'encadrement dont on se demande bien à quoi ils servent alors qu'on ne cesse de constater des suppressions de postes sur le terrain.

La direction a peut-être le sentiment d'être dans une impasse après sa catastrophique décision de dénonciation de l'accord collectif. Tous les syndicats s'y opposent, les CSE sont en train d'entrer dans la danse, en attendant une procédure juridique collective pour faire invalider cette décision. Elle cherche des prétextes dans la frustration que vivent aujourd'hui bon nombre de salariés de France Télévisions, faute de projets motivants et porteurs.

La direction tente une diversion mais personne n'est dupe.

Paris, le 15 septembre 2025